

Personne n'est plus conscient des enjeux que les membres du Pacific Basin Economic Council - PBEC [Conseil économique du bassin du Pacifique] qui, à titre de membres du secteur privé qui font des affaires dans la région, contribuent de façon inestimable à la vitalité des économies de la région Asie-Pacifique.

Le PBEC peut être fier de sa performance. En tant que seule organisation commerciale multilatérale de l'entreprise privée dans le Pacifique, il s'est révélé un champion infatigable du développement du commerce et de la compréhension dans l'ensemble de la région. Depuis sa création en 1967, il a réussi à attirer 17 pays membres, et son assemblée générale annuelle est considérée comme l'une des plus influentes conférences commerciales dans la région, sinon dans le monde. Ce sont là autant d'aspects qui font de ce Conseil un partenaire indispensable de mon gouvernement pour la promotion des politiques de mise en valeur des intérêts canadiens dans les pays en bordure du Pacifique.

Vous le savez déjà, l'un des objectifs prioritaires du gouvernement fédéral est d'intensifier la participation du Canada aux activités de commerce et d'investissement dans la région Asie-Pacifique, et nous avons traduit cet engagement en actions concrètes et soutenues.

Notre motivation est claire. L'année dernière, le Canada a exporté vers les pays du Pacifique des marchandises d'une valeur de 16,5 milliards de dollars, tandis que nos importations en provenance de cette région s'élevaient à 21,5 milliards de dollars. Nos relations commerciales et financières avec de nombreux pays de la région Asie-Pacifique n'ont cessé de se multiplier, pour notre plus grande satisfaction. Mais nous savons que, dans l'ensemble, le niveau des échanges commerciaux du Canada n'a pas suivi le rythme de croissance d'une région qui, en l'an 2000, représentera 50 p. 100 de la production totale et 40 p. 100 de la consommation mondiale.

Qu'est-ce qui nous a empêchés de progresser? Une partie du problème est sans doute liée à la proximité du gigantesque marché américain et des succès que nous y avons obtenus. Les États-Unis représentent le plus gros et le plus riche marché au monde, possédant des lois, des coutumes et des goûts semblables aux nôtres. L'Accord de libre-échange nord-américain est chose faite, et c'est maintenant au tour du Mexique de susciter l'intérêt. Mais dans une économie mondiale, où la concurrence et les occasions sont globales, de par leur nature même, les entreprises canadiennes ne peuvent se permettre de dédaigner le marché de la région Asie-Pacifique où réside la moitié de la population mondiale.

Afin d'aider les sociétés canadiennes, tout particulièrement les petites et moyennes entreprises, à emboîter le pas, le gouvernement prend des mesures telle que la mission commerciale de l'Équipe Canada, dirigée par le premier ministre, M. Jean Chrétien, qui se rendra prochainement en Chine. Quelque 300 hommes et femmes d'affaires du Canada se rendront ensemble à Beijing et de nombreux membres de la